



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.2/46/L.27
30 octobre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 12 e) de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Ghana* : projet de résolution

Octroi à la Namibie du statut de pays moins avancé et d'une assistance spéciale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/198 du 21 décembre 1990, relative à l'inscription de la Namibie sur la liste des pays les moins avancés, dans laquelle elle a décidé d'accorder à ce pays une attention spéciale aux fins d'appuyer son développement économique et social,

Prenant note de la résolution 643 (1989) du 31 octobre 1989 du Conseil de sécurité, dans laquelle celui-ci a lancé un pressant appel aux Etats Membres, aux organismes des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils fournissent, en coordination avec le Secrétaire général, un appui financier, matériel et technique généreux au peuple namibien, tant pendant la période de transition qu'après l'indépendance,

Tenant compte de la recommandation du Comité de la planification du développement tendant à ce que la communauté internationale adopte des mesures spéciales en faveur de la Namibie pendant un certain nombre d'années pour l'aider à mobiliser le potentiel économique considérable dont elle dispose 1/.

* Au sein des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77

1/ Documents officiels du Conseil économique et social, 1991, Supplément No 11 (E/1991/32), par. 263.

Se félicitant de la décision 91/14 adoptée le 25 juin 1991 par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement tendant à accorder à la Namibie, au cours du cinquième cycle de programmation, une assistance spéciale équivalente à celle donnée aux pays les moins avancés 2/.

Se félicitant aussi de la résolution 1991/50 relative à l'assistance spéciale à la Namibie, adoptée le 26 juillet 1991 par le Conseil économique et social,

Considérant combien il est nécessaire et urgent d'aider la Namibie dans son effort de reconstruction et de consolidation de structures économiques et sociales naissantes,

1. Approuve la résolution 1991/50 du Conseil économique et social, dans laquelle celui-ci a invité les Etats, les organismes du système des Nations Unies et les autres institutions donatrices à accorder à la Namibie, pendant un certain nombre d'années, une assistance d'une ampleur comparable à celle dont bénéficient les pays les moins avancés, afin de tenir compte des conditions existantes en Namibie et d'aider cette dernière, en tant que pays nouvellement indépendant, à mobiliser son potentiel économique;

2. Décide d'accorder à la Namibie une assistance spéciale équivalente à celle dont bénéficient les pays les moins avancés;

3. Lance un pressant appel à tous les Etats, aux organismes des Nations Unies et aux institutions économiques et financières internationales pour qu'ils répondent généreusement aux besoins de la Namibie et lui fournissent une assistance par la voie bilatérale et multilatérale.

2/ Ibid., Supplément No 13 (E/1991/34).